



CÉAS de la Mayenne
Centre d'étude et d'action sociale

6 rue de la Providence
53000 Laval
Tél. 02 43 66 94 34
Fax : 02 43 02 98 70
Mél. ceas53@wanadoo.fr
Site Internet : www.ceas53.org

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire à destination des adhérents

Vendredi 10 juin 2011

N° 412

Actualités statistiques

Catégories A, B et C à fin avril 2011 Moins de 14 000 demandeurs d'emploi

Fin avril 2011, la Mayenne compte, en données brutes, 16 782 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (tableau 1), dont 13 765 tenus à des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B et C).

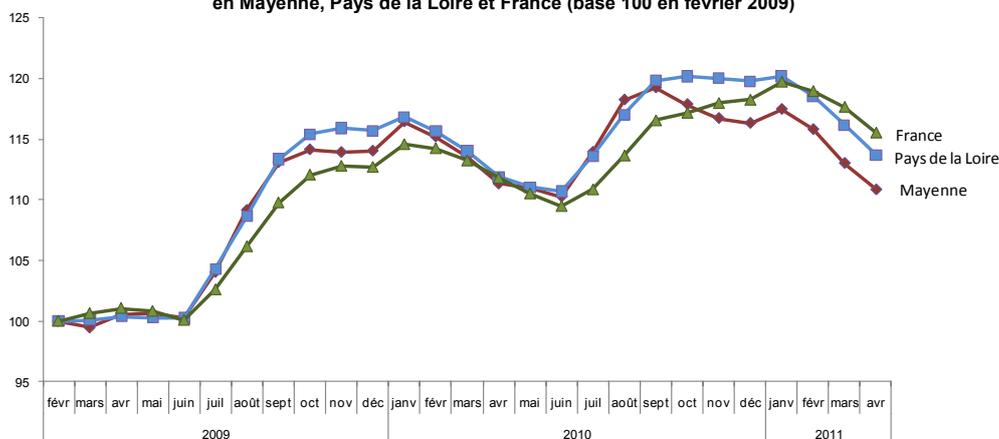
Concernant ces trois catégories, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 1,9 % sur un mois, et de 0,4 % sur un an. Cette variation annuelle est inférieure à celle de la région (+ 1,6 %), et à celle de la France (+ 3,3 %), où le chômage augmente.

Tableau 1 – Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (données brutes – avril 2011)

	Mayenne	Variation annuelle		
		Mayenne	Pays de la Loire	France
Catégorie A	7 349	- 7,7 %	- 3,4 %	+ 0,4 %
Catégorie B	2 292	+ 1,6 %	+ 2,5 %	+ 5,9 %
Catégorie C	4 124	+ 14,3 %	+ 11,7 %	+ 12,0 %
Sous-ensemble	13 765	- 0,4 %	+ 1,6 %	+ 3,3 %
Catégorie D	1 424	- 14,1 %	- 15,0 %	- 9,6 %
Catégorie E	1 593	+ 12,5 %	+ 15,4 %	+ 7,4 %
Total A, B, C, D et E	16 782	/	/	/

Source : Pôle emploi / Direccte des Pays de la Loire

Évolution mensuelle des demandeurs d'emploi des catégories A, B et C en Mayenne, Pays de la Loire et France (base 100 en février 2009)



Source : Pôle emploi / Direccte des Pays de la Loire

Toujours en variation annuelle pour ces trois catégories et pour le département, on constate une diminution des demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans (- 6,8 %). Pour cette tranche d'âge, la diminution concerne à la fois les hommes (- 9,5 %) et les femmes (- 4,1 %).

La Mayenne, comme les Pays de la Loire, se caractérise par une part élevée de femmes et de jeunes de moins de 25 ans parmi les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (catégories A, B et C – tableau 2).

Catégorie A : demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé dans le mois, quel que soit le type d'emploi recherché.
Catégorie B : ceux ayant eu une activité de 78 heures au plus dans le mois.
Catégorie C : ceux ayant eu une activité de plus de 78 heures dans le mois.
Dans ces trois catégories, les demandeurs d'emploi sont tenus à des « actes positifs de recherche d'emploi ».
Catégorie D : demandeurs d'emploi non disponibles immédiatement (stage, formation, maladie...)
Catégorie E : ceux ayant un emploi et en recherchant un autre (notamment les bénéficiaires de contrats aidés).

Tableau 2 – Demandeurs d'emploi des catégories A, B et C selon diverses caractéristiques (avril 2011)

	Mayenne	Pays de la Loire	France
% femmes	53,3 %	53,7 %	50,3 %
% moins de 25 ans	17,3 %	16,1 %	14,0 %
% 50 ans ou plus	18,7 %	19,4 %	19,8 %
% DELD ⁽¹⁾	35,2 %	39,9 %	38,1 %

Source : Pôle emploi / Direccte des Pays de la Loire

⁽¹⁾ – Demandeurs d'emploi de longue durée.

La Fnapaef dénonce une « contradiction » entre les discours et la réalité

Dans un communiqué du 13 mai 2011, la Fédération nationale des associations de personnes âgées et de leurs familles (Fnapaef) ⁽²⁾ s'indigne de « la contradiction entre les intentions du débat actuel pour " une prise en charge de qualité des personnes âgées dépendantes " et la réalité de la politique de financement appliquée en 2011 ».

D'un côté, Nicolas Sarkozy lance en février 2011 le débat sur la dépendance. Il affirme son souhait que « la dépendance fasse l'objet de la même appropriation par les Français, qu'elle soit l'expression de la même solidarité que les retraites, la maladie, la famille, le chômage ». Et le président de la République d'évoquer la création d'une cinquième protection.

D'un autre côté, dénonce la Fnapaef, trois mois plus tard, le Gouvernement « réduit drastiquement les moyens financiers des établissements médico-sociaux, ce qui va entraîner, de fait, toute impossibilité de création de postes de soignants au service des personnes âgées, voire des suppressions, alors que tout le monde (...) s'accorde à reconnaître que les besoins les plus élémentaires ne sont pas satisfaits ! »

Pour la Fnapaef, cela va contraindre les établissements, soit à réduire les services et les soins apportés, soit à augmenter la contribution financière des résidents, et donc le reste à charge « déjà très lourd ».

À vos agendas

Le 16 juin, à Laval Les conduites à risques, en particulier chez les jeunes

Le jeudi 16 juin, de 20 h 30 à 22 h 30, à la résidence François-Peslier (la Meslerie), à Laval, le Réseau des intervenants en addictologie de la Mayenne (RIAM) organise une conférence sur « Les conduites à risques, en particulier chez les jeunes – compréhension et réponse », avec le Dr Guillery, médecin alcoolologue au Centre hospitalier Guillaume Régnier, à Rennes.

La soirée s'adresse à tous les professionnels et bénévoles des champs social, médico-social et sanitaire.



Trois ingrédients pour devenir président

À l'heure des révoltes dans les pays arabes et à la veille de l'élection présidentielle en France, nous avons relu avec intérêt cet article d'Anne Guion publié dans *La Vie* du 4 mars 2010 : « La recette des nababs présidents ».

Anne Guion met en perspective l'Italien Silvio Berlusconi, le Chilien Sébastien Piñera et le Malgache Andry Rajoelina. « Comment ces hommes qui brassent des millions, s'interroge l'auteure, réussissent-ils à attirer les votes de leurs concitoyens, même les plus modestes ? Quelle est leur formule magique ? »

Anne Guion formule trois hypothèses : un positionnement en antipolitique, leur talent de vendeur, l'arme du sport. Sur le premier point, ces présidents très riches se disent représentants de la société civile par opposition aux professionnels de la politique. Paradoxalement, souligne *La Vie*, dans l'esprit des électeurs, leur fortune fait figure de gage de bonne moralité... sans que personne ne se demande jamais d'où peut venir leur fortune.

Deuxième ingrédient : Silvio Berlusconi, Sébastien Piñera et Andry Rajoelina sont avant tout des spécialistes de la vente... de leur propre personne. Au cœur de leur stratégie de communication : la télévision. Tous les trois sont propriétaires d'au moins une chaîne de télévision privée. « Dans la politique postmoderne, précise Alexander Stille, professeur de journalisme à l'université de Columbia, l'apparence compte plus que la réalité ».

Troisième ingrédient : l'arme du sport. Tous les trois vendent d'eux-mêmes une image de réussite, de *self-made-man*, de proximité (supposée) avec le peuple. À cette fin, ils utilisent tous les trois le football pour faire passer l'idée que l'on peut à la fois être riche comme Crésus et comprendre les couches populaires...

Un problème demeure : un chef d'entreprise milliardaire, souligne Anne Guion, ne fait pas nécessairement un bon gestionnaire d'État...



« La tradition de l'humanisme juridique considère que seuls les êtres de raison ont des droits et qu'il n'y a pas de droits sans devoirs. Dans ces conditions, ceux qui ne veulent pas ou ne peuvent pas " passer contrat " – c'est le cas des animaux – sont exclus de la sphère morale et juridique. Mais, dans ce cas, (...) qu'en est-il de l'idiot, du fou ou de l'enfant ? Ne risquent-ils pas tout autant d'être mis de côté ? »

Florence Burgat, philosophe, directrice de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra),
« Élevage industriel, usine à souffrance »,
Le Monde des 6 et 7 mai 2007.

(2) – Le vice-président en est le Lavallois Marc Reybaud, par ailleurs président de l'association des Aînés résidant en collectivité et de leurs familles (ARCF).